



LA QUINZAINÉ D'ALGERIE

Service économique régional d'Alger
Presse du 15 au 30 novembre 2019

La « Quinzaine d'Algérie » est une revue de presse bimensuelle qui reprend les principales informations à caractère économique parue dans la presse algérienne

Pétrole Prix

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts (ORB), référence de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), est passé de 62,48 usd à 63 usd entre le 13 et le 15 novembre 2019. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, est quant à lui passé de 62,06 usd à 52,28 usd.

(APS)

Commerce extérieur

La balance commerciale de l'Algérie a connu un déficit de 3,16 Mds USD à 5,22 Mds USD sur les neuf premiers mois 2019, contre 5,22 Mds USD en 2018.

Les importations ont atteint 32,43 Mds USD à la fin septembre 2019, contre 34,23 Mds USD à la fin septembre 2018 (- 5,27%). Par ailleurs, les exportations se sont établies à 27,21 Mds USD (dont 25,28 Mds USD d'hydrocarbures), contre 31,07 Mds USD (dont 28,89 Mds USD d'hydrocarbures), soit en baisse de - 12,43%.

(LE SOIR D'ALGERIE)

Loi de Finances 2020

Les membres du Conseil de la Nation ainsi que les députés de l'Assemblée Populaire Nationale (APN) ont adopté à l'unanimité le texte de la Loi de Finances 2020.

Selon le texte adopté, l'exécutif dispose d'un budget de 64,3 Mds USD pour l'année 2020, en baisse de 9,2% par rapport au budget de l'exercice 2019. Cette diminution découle de l'effet de contraction de 1,2% des dépenses de fonctionnement, et de 20,1% des dépenses d'équipement. Ces réductions n'empêcheront toutefois pas le creusement du déficit budgétaire à « 7,2% » du Produit Intérieur Brut (PIB), contre « 6,9% » prévus à la clôture de l'exercice 2019.

Ce déficit est dû, en partie, à une baisse de 7,7% prévue des recettes budgétaires, passant de 56,1 Mds USD en prévision de la fin de l'année, à 51,7 Mds USD en 2020.

(LIBERTE)

Douanes Recettes

Selon la Direction Générale des Douanes, les recettes douanières du pays se sont établies à 781,97 Mds DZD (\approx 6,51 Mds USD) durant les neuf premiers mois de l'année 2019, contre 741,52 Mds DZD (\approx 6,17 Mds USD) à la même période 2018, soit en hausse de 5,46%. Cette amélioration s'explique essentiellement par les recouvrements « exceptionnels » réalisés au titre des régularisations par les services douaniers du port d'Alger et qui s'élèvent à 127,95 Mds DZD (\approx 1,06 Md USD).

Ces recettes ont été allouées comme suit :

- 670,88 Mds DZD (\approx 5,58 Mds USD), contre 640,54 Mds DZD (\approx 5,33 Mds USD) en 2018 au budget de l'Etat (85,79% des recettes globales).
- 37,59 Mds DZD (\approx 312,98 MUSD), contre 31,09 Mds DZD (\approx 258,86 MUSD) en 2018, à la Caisse Nationale des Retraites (CNR).

(APS)

**Elections
présidentielles
Propositions
économiques des
candidats**

Les cinq candidats à l'élection présidentielle du 12 décembre proposent dans leurs programmes respectifs de « réformer l'économie nationale ».

Le président du Front El Moustakbal, **M. Belaid** propose la restructuration des secteurs économique, commercial et financier en fonction de la compétitivité exigée. Ainsi, il propose :

- La réalisation, par des opérateurs privés, de nouvelles zones industrielles.
- L'exemption de la procédure d'octroi d'agrément préalable dans l'investissement.
- La révision du système d'aide et d'encouragement de l'investissement et limitation des délais de traitement des dossiers par les autorités.
- La levée des contraintes administratives et réglementaires afin de faciliter l'accès des PME au Fonds de compétitivité.

Le président du parti Talai El Houriat, **M. Benflis**, propose un « nouveau modèle économique » basé sur le principe d'une « économie sociale de marché ». Il propose :

- Le retrait progressif de l'Etat des activités non stratégiques et à faible valeur ajoutée.
- La création de zones franches.
- La suppression de la règle 49-51 qui régit l'Investissement Direct Etranger (IDE) dans les industries manufacturière, agroalimentaire, touristique, hôtelière, chimique et de certains services.
- La création de pôles industriels compétitifs et le développement des industries : agroalimentaire, mécanique, automobile, électronique, électroménagère, pétrochimique, pharmaceutique, sidérurgique, métallique, des services industriels et de la logistique.
- L'augmentation à 10% de la participation de l'industrie au PIB.
- La réforme du code des marchés publics pour optimiser la transparence des procédures d'appels d'offres.
- La simplification des procédures administratives pour la création d'entreprises et la facilitation d'octroi de foncier pour les PME et leur réserver une part de la commande publique.
- La dépenalisation de l'acte de gestion et la suppression de toute forme d'intervention des tutelles dans la gestion des entreprises.
- La mise en place d'un statut « jeune entreprise innovante » qui offre un crédit d'impôt sur les dépenses R&D et facilite l'accès des incubateurs aux ressources.

Le président du Mouvement Binaa, **M. Bengrina**, propose un « nouveau modèle économique » devant être « libre et social » qui sera adopté après la conclusion d'un pacte socioéconomique issu d'ateliers de dialogue national. Ainsi, il propose :

- La réalisation d'une économie concurrentielle « productive et diversifiée » ciblant une réduction du taux de chômage à moins de 8% et la réalisation d'une croissance d'une moyenne de 5 à 7% au cours des cinq prochaines années.
- Le développement des industries extractive, minière, mécanique, pétrochimique, manufacturière, de montage et de pièces de rechange.
- La mise en place d'un programme de développement de la production pharmaceutique, et la conception de centres locaux pour examiner la conformité des médicaments génériques.
- La relance de l'industrie de récupération et le recyclage des déchets.
- L'augmentation, de 5% actuellement à 20%, de la participation au PIB de la production industrielle ; 2% à 4% celle du tourisme ; et de 12 à 20% de l'agriculture à l'horizon 2025.
- La mise en place de 19 mesures pour la réforme du secteur agricole.

Le secrétaire général par intérim du parti Rassemblement National Démocratique (RND), **M. Mihoubi** propose une réforme « globale », et promet :

- La création d'un ministère de l'économie regroupant les départements ministériels des Finances, de l'Industrie, de la Prospective, du Commerce et de l'Economie numérique.
- La réalisation d'une croissance économique annuelle de 5% et le rétablissement des équilibres macroéconomiques à l'horizon 2021.
- La mise en place d'une politique globale de soutien aux PME avec la décentralisation de la décision économique au bénéfice des collectivités locales.
- L'amélioration de la productivité agricole par la création de microcrédits bonifiés.
- La modification de loi relative à la concession des terres agricoles pour assurer les investissements, inventorier l'ensemble du foncier agricole inexploité, doter les exploitants agricoles d'une cartographie des terres disponibles.
- La consécration de l'ouverture partielle du capital des Entreprises Publiques Economiques (EPE) pour un maximum de 34%.
- Le lancement de Partenariats Publics Privés (PPP) avec des partenaires nationaux et étrangers sur des projets d'infrastructures à haut rendement, selon la formule BOT et de limiter la validation requise par le Gouvernement aux projets dans les secteurs stratégiques représentant des montants supérieurs à 30 Mds DZD (249,79 MUSD).

Le candidat indépendant **M. Tebboune** propose la mise en place d'un « nouveau modèle économiques » basé sur la diversification de la croissance ; une nouvelle politique de développement hors hydrocarbures reposant sur la valorisation de la production nationale par l'incitation fiscale et la limitation des importations. Il promet :

- La concrétisation d'une nouvelle politique d'industrialisation orientée vers la micro, petite et moyenne industries.
- L'orientation de la consommation nationale et la commande publique vers la production nationale.
- La révision totale de la politique CKD et SKD pour garantir une intégration nationale plus élevée.
- Le lancement de grands projets structurants pour la consolidation des réseaux ferroviaires et des autoroutes.
- La mise en place d'un programme d'urgence pour la modernisation de l'agriculture.

(APS)

ONS Consommation

Selon l'Office National des Statistiques (ONS), l'évolution des prix à la consommation en rythme annuel (taux d'inflation moyen annuel) de l'Algérie a été de 2,2% jusqu'à octobre 2019.

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel à octobre 2019, est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte des 12 mois, allant de novembre 2018 à octobre 2019, par rapport à la période allant de novembre 2017 à octobre 2018.

La variation mensuelle des prix à la consommation, qui est l'indice brut des prix à la consommation durant le mois d'octobre 2019 par rapport à septembre 2019, est de -0,1%. Par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont affiché une légère baisse de 0,5% en octobre dernier, par rapport au moins précédent. Cette variation baissière s'explique, essentiellement, par une baisse de 0,7% des prix des produits agricoles frais.

L'Office relève par ailleurs des augmentations de prix qui ont caractérisé certains produits, notamment la viande blanche (+ 4,7%), les œufs (+ 21%) et les fruits (+ 8,9%) en octobre 2019, par rapport à septembre 2019.

Pour rappel : Le taux d'inflation de l'Algérie avait atteint 4,3% en 2018.

(TSA ALGERIE)

<p>ONS Parc automobile</p>	<p>Selon l'Office National des Statistiques (ONS), le parc automobile de l'Algérie comptait plus de 6,41 millions de véhicules à la fin de l'année 2018, contre plus de 6,16 millions en 2017, soit en hausse de 3,98%.</p> <p>Les véhicules neufs et d'occasion immatriculés et ré-immatriculés durant le 2nd semestre 2018 sont surtout de marques : françaises (203 534, dont 21 793 unités neuves), japonaises (100 303, dont 7 813 neufs), allemandes (75 506, dont 18 294 neufs) et enfin chinoises (26 658 unités, dont 5 253 neufs).</p> <p>Pour rappel : Le nombre des véhicules immatriculés et ré-immatriculés a atteint 743 994 unités durant le 1^{er} semestre 2018, dont 100 138 nouvelles, enregistrant une de 0,56% par rapport au 1^{er} semestre 2017.</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>
<p>Loi sur les hydrocarbures</p>	<p>Les membres du Conseil de la Nation ainsi que les députés de l'Assemblée Populaire Nationale (APN) ont adopté à l'unanimité le texte de la Loi sur les hydrocarbures.</p> <p>Selon le chef du groupe de travail chargé de l'élaboration de ce texte, cette loi prévoit de réduire de plus de 20% la pression fiscale supportée par Sonatrach et ses partenaires étrangers, la portant de 85% actuellement à 60-65%.</p> <p>Cette baisse sensible de la pression fiscale est tirée de la réduction des trois impôts principaux que compte le régime fiscal algérien relatif aux hydrocarbures : la redevance sur la production, la Taxe sur le Revenu Pétrolier (TRP) et l'Impôt Complémentaire sur le Résultat (ICR). Ainsi, le 1^{er} passe d'une fourchette de 5-20% dans la loi en vigueur à un taux fixe de 10% dans la nouvelle loi ; le 2^{ème} passe d'une fourchette de 20-70% à 10-50%, tandis que le dernier (ICR) passe d'une fourchette de 19-80% à un taux fixe de 30%.</p> <p>« En ne supprimant aucune taxe et en réduisant seulement ces trois taxes, nous sommes passé à un poids fiscal autour de 60-65% ».</p> <p style="text-align: right;">(TSA)</p>
<p>Banque d'Algérie</p>	<p>M. Aymane Benabderrahmane a été nommé au poste de Gouverneur de la Banque d'Algérie, en remplacement de M. Amar Hiaouni qui en était Gouverneur par intérim.</p> <p style="text-align: right;">(ALG24)</p>
<p>CTRF</p>	<p>M. Ahmed Saidi a pris ses fonctions de nouveau président de la Cellule de Traitement du Renseignement Financier (CTRF), en remplacement de M. Abdenour Hibouche.</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>
<p>Lait Production</p>	<p>Selon l'Office National Interprofessionnel du Lait et des produits laitiers (ONIL), la production nationale de lait a enregistré une hausse sensible durant la dernière décennie. Ainsi, « le volume de lait collecté durant cette année 2019 a dépassé les 850 millions de litres, contre moins de 350 millions de litres collectés en 2009 ».</p> <p>En dépit de cette hausse, « le lait collecté ne suffit pas à couvrir les besoins nationaux ». « La moyenne de consommation du lait et dérivés en Algérie est de 140 litres/an/personne, contre moins de 70 litres/an/personne pour les pays voisins ».</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>
<p>Infrastructures Péages</p>	<p>Selon le ministre des Travaux publics et des Transports, les travaux de réalisation des gares de péage sur l'autoroute Est-Ouest seront achevés d'ici la fin 2020 et seront mis en service en 2021. 127 Mds DZD (≈ 1,05 Md USD) sont destinés à l'achèvement des projets en cours dans la loi de finances 2020.</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>
<p>Infrastructures Transport</p>	<p>Selon le wali d'Alger, le lancement des projets d'extension du métro et du tramway d'Alger aura lieu avant la fin de l'année en cours, et ce, après la levée du gel par le Gouvernement. « Les travaux d'extension du métro d'Alger au niveau de la ligne Bab El Oued – Chevalley (9,5 km) seront confiés à l'entreprise publique Cosider ».</p> <p style="text-align: right;">(HORIZONS)</p>

Partenariat algéro-français Sonatrach Engie	<p>La compagnie pétrolière nationale Sonatrach a annoncé avoir renouvelé son contrat d'exportation de gaz avec la compagnie française Engie pour les moyen et long termes. La Sonatrach n'a toutefois pas précisé les volumes de gaz qui seront livrés dans le cadre cet accord. Le gaz objet de cet accord sera livré sous forme gazeux (via le gazoduc Transméditerranéen) ainsi que sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL).</p> <p style="text-align: right;">(REUTERS)</p>
Entreprise algérienne Sonatrach	<p>M. Kamel Eddine Chikhi a été nommé au poste de PDG du Groupe Sonatrach, en remplacement de M. Rachid Hachichi qui a été limogé.</p> <p style="text-align: right;">(LIBERTE – EL WATAN)</p>
Entreprise algérienne Naftal	<p>Selon le PDG de la société nationale de distribution des produits pétroliers et lubrifiants Naftal, « à travers les projets de réalisation et l'extension des capacités des structures existantes de stockage de carburants, Naftal réalisera une autonomie de 30 jours, au lieu de 17 jours actuellement, et ce, dès 2020 ».</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>
Entreprise algérienne EPAL	<p>Selon un responsable de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL), l'entreprise a enregistré « une hausse considérable » du trafic maritime et marchandises traitées durant le 3^{ème} trimestre 2019 par rapport au même trimestre 2018.</p> <p>Un total de 554 navires a accosté au port d'Alger durant le 3^{ème} trimestre 2019, dont 519 commerciaux, soit une hausse de 2,9% par rapport au 3^{ème} trimestre 2018.</p> <p>La Tonne Jauge Brute (TJB) des navires est passée de 7,7 millions tonneaux durant le 3^{ème} trimestre 2018 à 7,8 millions tonneaux durant la même période 2019, avec une hausse de 6,2%.</p> <p>Le trafic des voyageurs a augmenté de 12,3% passant de plus de 186 000 voyageurs en 2018, à près de 209 000 voyageurs en 2019.</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>
Entreprise algérienne Cevital	<p>Selon un actionnaire et membre de la direction de Cevital (M. Omar Rebrab) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ la force de l'entreprise réside dans sa contribution à la création d'emplois et de richesses, à l'exportation et à la fabrication de produits de qualité. ➤ Des dirigeants de la société ont récemment été reçus par le Premier ministre et des ministres auxquels ont été exposés certaines des difficultés de l'entreprise. Ceux-ci se sont engagés à prendre les mesures nécessaires pour régler cette situation. ➤ L'usine de trituration de graines oléagineuses prévue à Bejaia permettra la création de nombreux emplois directs et indirects et générera des devises pour les caisses de l'Etat grâce aux exportations. ➤ Concernant la filière Brandt, les 1 700 containers qui étaient bloqués depuis 18 mois viennent d'être débloqués. Ce qui permettra de faire passer le nombre d'emplois directs de 3 200 actuellement à 7 500 emplois à terme. ➤ Concernant l'électroménager, Cevital ambitionne de produire entre 8 à 10 millions d'articles ménagers, dont 70% sera destinée à l'export. <p style="text-align: right;">(TSA)</p>
FCE	<p>Le président du Forum des Chefs d'Entreprises (FCE) a appelé l'actuel Gouvernement à « lancer un programme d'urgence pour sauver les entreprises économiques contraintes de mettre leurs employés au chômage technique depuis cinq mois ».</p> <p>« Le temps nous est compté, nous avons 500 000 travailleurs qui se sont retrouvés au chômage, d'où l'impérieuse nécessité d'un plan d'urgence pour soutenir les opérateurs économiques qui licencient leurs travailleurs ».</p> <p>Selon lui, 70% des opérateurs des secteurs de l'hydraulique et des travaux publics sont en train de fermer leurs entreprises.</p> <p style="text-align: right;">(ALGERIE1)</p>

**Sommet
Energie**

Le PDG de Sonelgaz a pris part, les 25 et 26 novembre 2019, au 10^{ème} Sommet de « Dii Desert Energy Leadership », qui s'est tenu à Berlin.

Le thème du sommet portait sur « La transition énergétique dans le monde arabe » et a regroupé plus de 300 experts des secteurs des énergies renouvelables, des industries énergétiques, de la politique et de la science.

(EL WATAN)

**DZ-Allemagne
EnR**

La 2^{ème} édition de la Journée algéro-allemande de l'énergie a eu lieu le 28 novembre 2019, à Alger. Cette journée s'inscrit dans le cadre du partenariat algéro-allemand dans les domaines des énergies renouvelables (EnR) et de l'efficacité énergétique.

(DK NEWS)

Les montants en dinar (DZD) ont été convertis en Dollar (US) au taux officiel du 01.12.2019

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Alger (adresser les demandes à).

Auteur : Service Économique Régional d'Alger

Adresse : 25 chemin Abdelkader Gadouche 16035 Hydra

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional d'Alger s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigée par : Darine Chenine

Revue par : Denis Le Fers